

Une mise au point pour rappel au peuple congolais, par le Prophète Joseph Mutombo Mukungubila

*Discours en commémoration des 55 ans de l'indépendance de la
République démocratique du Congo*



Joseph Mutombo Mukungubila

Chers compatriotes,

En cette occasion de la commémoration de l'indépendance de notre pays, nous devrions nous sentir fiers d'être un peuple, vraiment un peuple citoyen, en posant un acte comme celui de défilé sur le boulevard. Mais malheureusement, le pays est sous occupation.

Ce que tout compatriote ressent en ce moment précis ne m'échappe pas : ce sont les sentiments d'humiliation par le Rwanda. Et quand ce pouvoir vous invite à aller défiler : vous défilez sous un drapeau de couleurs congolaises, je crois,... Mais en le faisant, c'est-à-dire en posant cet acte qui est réellement citoyen, vous avez honte, car vous n'avez pas envie d'y aller. Pourquoi ? Parce que le pays est occupé.

La commémoration de l'indépendance est habituellement un acte de joie pour le peuple. Malheureusement, ce sont les Rwandais qui se réjouissent à votre place, à partir de la terre de vos ancêtres.

Pourtant, je vous avais bien prévenu lorsque je m'étais porté candidat-président à la présidentielle de 2006, en vous interdisant de choisir cet étranger (cf. Mes propos tenus sur le plateau de la chaîne Antenne A à Kinshasa) qui venait de tuer une nième fois, sur le boulevard du 30 juin parce que les manifestants scandaient des slogans disant qu'il est «étranger». En ce jour-là, c'est d'abord ma femme qui m'alerta par téléphone, totalement en pleurs et effondrée, pendant que j'étais à la banque pour retirer de l'argent, me disant «qu'on venait de tuer beaucoup de gens». Elle me demanda, tout en panique où je me trouvais afin d'être rassurée sur ma situation. Je lui rétorquai alors que j'étais vivant et en sécurité mais que j'avais entendu les coups de feu. C'était le jour de passage du candidat-président Mukungubila sur les chaînes nationales dans le cadre de la campagne présidentielle. Je devais tout de suite après cet événement, m'exprimer sur la chaîne Antenne A dans une émission retransmise par toutes les chaînes nationales.

Ces manifestants ainsi massacrés, contestaient la candidature de l'étranger. Et si j'ai bonne mémoire, il y avait également des membres et partisans de l'UDPS parmi les manifestants. Sur le plateau d'Antenne A, j'avais aussi rappelé à la Belgique, à la France et aux États-Unis d'Amérique que ce serait impossible, inacceptable et inadmissible chez eux d'accepter

qu'on puisse élire un étranger à la tête de leur pays, quelques soient les capacités de l'homme. Et, sur le même plateau, j'avais donné conseil à l'étranger, étant donné qu'il avait aussi posé sa candidature, qu'il aurait fallu aller au débat s'il y avait diffamation sur sa personne et s'il se savait réellement Congolais; au lieu de tuer ceux qui doivent nous élire. Ceux qui voudraient vérifier ces faits n'auront qu'à s'adresser à Antenne A. Le candidat-président Joseph Mutombo Mukungubila dira ceci au peuple congolais : «ne commettez pas l'erreur de faire un autre choix car moi Mukungubila, je ne me suis pas présenté au devant de vous, peuple congolais, comme compétiteur. C'est plutôt Dieu créateur qui m'a imposé de le faire pour mettre fin à la misère du peuple congolais; dans le but de pouvoir vous libérer du joug rwandais». Il est certes vrai que je ne me souviens plus de tous les mots sortis de ma bouche, mais le fond est là. La suite, malheureusement, vous la connaissez vous même, parce que vous la vivez dans vos corps.

Lorsqu'il nous sera offert d'aller encore aux élections, en 2011, les mêmes irrégularités, les mêmes fraudes de 2006 vont se répéter. Mais l'Éternel m'interdira de postuler, à partir des eaux du lac Tanganyika où il m'avait envoyé toucher ces eaux. En touchant ces eaux, elles avaient produit des poissons en abondance à une période de l'année où il est très difficile, voire impossible de pêcher. Il y avait eu miracle pendant deux semaines de pêche abondante. À vous de vérifier auprès des habitants de Kalémie. Dès lors, l'étranger avait senti que Dieu venait de le bloquer. Vous même êtes témoins, depuis il ne fait que voler, dilapider nos richesses. La seule chose dont il est capable c'est tuer, forcer le peuple congolais à accepter la faim. Voilà ce qui s'est déclenché dès que j'avais touché les eaux. C'est ainsi que l'étranger va adopter la stratégie de faire entrer massivement ses frères rwandais et les installer partout, oubliant qu'il a été mis à la tête du pays en tant que Congolais. Point n'est plus besoin de continuer à vous convaincre, car vous connaissez bien

toutes ces choses. J'avais alerté la communauté nationale et internationale dans mes innombrables lettres ouvertes. Mes deux lettres historiques de décembre 2013 en témoignent abondamment.

Je ne sais plus, chers compatriotes, si le parc de Kundelungu qui est dans ma province du Katanga a été acheté par le Rwanda. Et nos élus députés ne décrient pas ce scandale, cette imposture. Je n'entends pas le cri d'alarme de leur côté, du côté des parlementaires. L'étranger y fait descendre une armada incroyable, tout en prenant soin de chasser les militaires congolais en les remplaçant par les militaires rwandais, ougandais et burundais. Et, c'est vraiment surprenant que moi Mukungubila, j'entende dire qu'un leader politique congolais, de manière éhontée, demande aux congolais d'aller au dialogue avec l'étranger, criminel, que je suis en train de faire partir (Pour moi, selon Dieu, il est déjà parti. Pourquoi vous ne me croyez pas ? Lui même le sait, il est déjà parti). Voyons d'abord, il vous demande de faire le découpage et une année ne suffirait pas, s'il tient encore une année. Il vous demande de faire le dialogue. Pour quelles raisons ? S'il tient à finir le mandat, pourquoi dialoguer aujourd'hui ? En 2011, vous avez dit «arrêtez-moi cet étranger et renvoyez le au Rwanda». Et aujourd'hui, vous demandez à aller dialoguer avec lui. Pourquoi ? Quand vous demandiez à le renvoyer au Rwanda, c'est parce que vous saviez ce qui se passait. Ce cri, ce slogan, cette voix, les Congolais l'avaient tous entendue.

C'est pour toutes ces raisons que je vous dis que bientôt vous aurez à commémorer véritablement cette indépendance. Et dans le sein du mot indépendance, c'est la libération. Dans notre tradition, il y a un adage qui dit : «Tu ne peux enjamber le mort». Cet adage signifie : quand quelqu'un meurt au milieu de nous, ça pose problème. Il faut d'abord qu'on en parle. Il faut qu'il y ait palabre. Toute affaire à régler ne peut l'être avant qu'on ne finisse de palabrer sur le mort. Il y a

Dieu créateur qui vient de vous permettre de découvrir, s'il y avait doutes, que l'homme qui est à la tête de votre pays est, non seulement étranger mais aussi génocidaire. Et voilà, cher congolais, mes frères, vous venez de voir le travail que ce criminel est en train de faire avec la découverte des fosses communes dont celle de Maluku. Ce qui me pince le coeur, c'est que dans tous mes écrits, j'ai clairement indiqué que cet assassin ne l'est pas pour les Rwandais. Il fait sa sale besogne soigneusement en ne tuant que des Congolais. Il ne peut jamais commettre l'erreur de tuer un Rwandais. Notre argent, l'argent du contribuable congolais, l'argent qu'il a acquis frauduleusement de toutes nos richesses, c'est avec ça qu'il est en train de nous assassiner. C'est vraiment surprenant que, après la découverte de la fosse commune, on lui accorde encore le crédit d'être chef. C'est incroyable. C'est de l'abomination. La communauté internationale, dans ses principes, ne peut accepter un génocidaire, un criminel, surtout avec des preuves aussi irréfutables... Cela m'étonnerait que cette communauté internationale garde un tel homme au pouvoir. Et vous Congolais, parce qu'on vous donne des millions, vous faites affaire avec cet étranger venu pour ruiner le pays, ou même arracher le pays si cela lui était possible. Moi, je crois que vous devez réfléchir mûrement pour ne pas continuer à causer la honte des Congolais devant les nations.

Pour terminer, je confirme au peuple congolais que l'occasion réelle de savourer notre joie d'être libre, Dieu va pouvoir nous l'accorder très très bientôt.

Joseph Mutombo Mukungubila

Prophète de l'Éternel

RD CONGO : La justice sud africaine innocente Joseph MUKUNGUBILA.

RD CONGO : La justice sud africaine innocente Joseph MUKUNGUBILA.

Communiqué de presse du 15 Mai 2015



Après de multiples reports (Juillet, Août, Octobre 2014, Février 2015) et face à l'incapacité du gouvernement congolais d'apporter des preuves crédibles pour étayer les accusations formulées contre Joseph Mukungubila, ceci dans le cadre de la demande

d'extradition émanant des autorités de Kinshasa, la justice sud africaine a mis fin, en ce 15 mai 2015, au procès contre Joseph Mukungubila. Il est déclaré innocent de toutes les charges qui pesaient contre lui. Il est désormais libre de mouvement et de parole et est autorisé à retirer la caution versée le 15 mai 2014 dans le cadre de la procédure, soit il y a exactement une année.

Rappelons que le 5 et 28 décembre 2013, Joseph Mukungubila avait publié deux lettres ouvertes, très critiques envers l'action gouvernementale dont le génocide massif des Congolais. En réponse à cette expression démocratique, le 30

décembre 2013, le gouvernement congolais avait massacré les disciples de Mukungubila (faisant plus de 200 victimes), réunis en veillée de prière de fin d'année, dans la résidence de ce dernier à Lubumbashi comme c'est le cas chaque année. C'est à la suite de ces massacres de Lubumbashi que tous les autres disciples, dans certaines villes de la RD Congo, vont manifester leur colère en investissant différents lieux de la capitale dont la RTNC, le camp Tshatshi ou l'aéroport de Ndjili. Eux aussi, vont être massacrés pour certains avec un bilan de plus de 100 victimes, traqués et massivement emprisonnés pour d'autres. C'est ainsi que Joseph Mukungubila va être traqué jusque dans son pays d'exil et être victime de la dite procédure d'extradition.

Dans cette épreuve difficile, Joseph Mukungubila a bénéficié du soutien massif du peuple congolais, de diplomates, mais aussi de divers acteurs et ONG nationaux et internationaux luttant pour la paix et la justice. Ce soutien s'est manifesté par des prières, de la sensibilisation, des pétitions et diverses autres actions. Nous les remercions tous infiniment pour cet appui intense et décisif.

La justice sud africaine étant libre, impartiale et donc non instrumentalisée, son verdict fait autorité. Les faits pour lesquels était accusé Joseph Mukungubila sont les mêmes que ceux pour lesquels sont jugés actuellement ses disciples et partisans à Kinshasa, Lubumbashi et Kolwezi. A travers le verdict prononcé en Afrique du Sud, c'est l'innocence de ses disciples et partisans qui est également prouvée. Ces procès en RD Congo n'ont donc pas lieu d'être et tous les disciples et partisans de Mukungubila doivent immédiatement être libérés.

Pour le Bureau

Déborah NKULU

Finalement, la barbarie de celui qu'on appelle "Joseph Kabila" embarrasse tout le monde.

Lettre ouverte aux compatriotes et à la communauté internationale



Prophète de l'Éternel,
Joseph Mukungubila, le 13
octobre 2014 à
Johannesburg, Afrique du
Sud

Quelle décision prendre devant une telle tragédie ?

Pourtant, j'avais bien alerté la communauté internationale qu'il fallait à tout prix stopper l'élan de ce génocidaire avant que l'irréparable n'advienne. Est-ce la paix que ce chef, de l'Etat congolais nous amène ? Faudra-t-il encore attendre cette paix lorsqu'il aura exterminé 20 millions ou 30 millions de Congolais ? Faudra-t-il le laisser continuer à massacrer les Congolais ? Tout celui qui ose ouvrir sa bouche pour exprimer ses opinions est emprisonné. Et la condition pour être libre, c'est d'accepter de mourir de faim, parce qu'il n'y a aucun travail. Il faut se contenter d'être libre en baillant pour éviter la prison. Mais si l'on ose parler, c'est soit la mort, soit l'emprisonnement.

Et ce cauchemar que les Congolais sont en train de vivre, ne saurait-il pas attirer l'attention de la communauté internationale ? En l'espace d'une année, depuis le 30 décembre 2013, les massacres faits par ce monsieur avec son gouvernement, donnent un bilan de plus de 750 morts. Aujourd'hui, comme témoin la communauté internationale, dont la MONUSCO, a été amenée à constater le charnier de Maluku, comme celui du 30 décembre à la Rwashi, dont nous parle ce témoin documentariste. Avec tout cela, celui qu'on appelle "Joseph KABILA" ne mérite-t-il pas d'être arrêté ? A ce que je sache, le Congo n'est pas en guerre à l'intérieur de son pays pour enregistrer un tel bilan. Je dis et je le répète, avec la présence de ce charnier, ce chef, de l'Etat ne mérite-t-il pas d'être arrêté ? Un criminel comme celui-ci est-il vraiment propre à pouvoir diriger un gouvernement ? Et ce gouvernement, peut-on le laisser diriger le peuple ? Est-ce pour gouverner ou pour continuer à massacrer le peuple ?

Les propos tenus par ses ministres, dont celui de l'intérieur ainsi que le porte parole du gouvernement, ministre de l'information, sont des termes méprisants : "ce sont des indigents"! Ils tiennent ces propos au sujet de cette macabre découverte! S'il vous plaît! Comment peut-on parler de ses propres frères congolais avec autant de mépris ? Comme venait

de le dire un des dignitaires katangais, je cite : "Kabila nous a trouvé et il nous laissera même s'il a construit l'une de ses maisons sur une montagne. S'il pense nous contrôler de sa montagne comme un aigle, il se trompe amèrement... Il ne connaît pas les Katangais qui lui ont donné l'asile". Si les Katangais lui avaient accordé l'asile, ce dignitaire vient de confirmer que "Kabila" n'est pas des nôtres, c'est un étranger. Et le fait qu'il ait pu porter le nom de "Kabila" montre qu'il avait usé d'imposture. Donc c'est un étranger qui s'est comporté en imposteur. Ayant trouvé cet asile chez nous, l'imposteur se donne la liberté maintenant d'égorger les Congolais sans pitié. Pendant qu'il est en train de massacrer les Congolais, on a jamais noté qu'il ait tué un seul Rwandais. Donc c'est une mission qui lui avait été bien confiée par le Rwanda, son pays d'origine. Sommes-nous du bétail ou des animaux que celui qu'on appelle "Joseph KABILA" aurait acheté pour sa ferme ? Donc ceci nous amène à comprendre que la vie du Congolais n'a plus de valeur dans le système démocratique.

Mis à part la tuerie et l'emprisonnement, le gouvernement de ce génocidaire ne sait rien faire. Il ne sait pas travailler. Le seul travail qu'il sait faire, c'est piller le pays ! C'est le travail que ce gouvernement est en train de faire. Toutes les réunions que ce gouvernement est en train de tenir c'est pour trouver comment coincer le peuple pour le faire souffrir. Tout le peuple est en train de quitter le pays, quitter ses propres terres, ces terres appartenant à ses ancêtres. C'est la raison pour laquelle j'avais dit qu'il fallait à tout prix stopper ce gouvernement et mettre en place un gouvernement de transition qui permettrait au peuple de respirer et bien préparer les élections.

Il est pratiquement impossible de demander au peuple congolais aujourd'hui de pouvoir aller aux élections parce que le pays est sous occupation. Un gouvernement devrait être responsable et citoyen pour la survie de son peuple. Mais ce gouvernement,

lui, tisse des mensonges avec lesquels il peut trouver les moyens d'écraser le peuple. Nous sommes très écoeurés d'entendre des ministres parler de foetus et d'enfants morts pour trouver des astuces avec lesquelles tromper la communauté internationale. Des mensonges qui ne tiennent même pas debout. Ces ministres ne méritent-ils pas aussi la prison ?

J'implore la grâce du Seigneur pour que la communauté internationale, qui est censée nous aider, puisse comprendre par ces macabres découvertes, qu'il est plus que nécessaire de ne plus donner à ces génocidaires le temps de nous faire encore de désagréables surprises.

Il sera très difficile au peuple congolais de comprendre si ce génocidaire n'est pas arrêté, avec son équipe gouvernementale.

Joseph MUKUNGUBILA MUTOMBO

Prophète de l'Eternel

A cause des richesses du Congo, la démocratie est en

train d'être assassinée

Lettre ouverte aux compatriotes et à la communauté internationale

Le 13 Mars 2015

A cause des richesses du Congo, la démocratie est en train d'être assassinée



Joseph MUKUNGUBILA MUTOMBO,
Prophète de l'Eternel

En effet, il y a lieu d'être fortement troublé car nous ne pouvons plus comprendre que les grands pays qui nous inspiraient le style de la véritable démocratie, puissent aujourd'hui demander au Congo occupé, assassiné, violé, et humilié par les Rwandais, d'organiser les élections, en demandant au pouvoir en place d'établir le calendrier électoral! C'est inadmissible.

Ce pouvoir génocidaire, sanguinaire, a massacré les Congolais

le 30 décembre 2013. La même action a été répétée une année après, jour pour jour, en janvier 2015, le 19, le 20 et le 21. Donc, au travers de tous ces massacres, nous venons de perdre plusieurs centaines de compatriotes et ce pouvoir sanguinaire est en train de faire son chemin en continuant avec les massacres.

L'armée rwandaise est en train d'être installée partout au Congo, par celui qui est à la tête du pays. Dans toutes les villes du pays, ce sont les militaires rwandais que l'on voit comme l'armée du pouvoir en place. J'ai reçu des messages qui confirment le flux des Rwandais à Kalémie et on les voit passer à Kabalo vers le sud, sûrement pour renforcer ceux qui sont déjà en place à Kamina comme à Lubumbashi.

Les Congolais, désemparés de tous côtés, lancent des cris de détresse à cause de cette invasion, entretenue soigneusement par celui qui se dit chef du Congo.

Et notre étonnement, c'est de voir la communauté internationale demander le calendrier électoral au chef actuel, à la tête du pays, auquel ils ont signifié le départ en lui rappelant que le mandat qu'il exerce maintenant est le dernier.

Et, c'est à lui qu'ils le demandent! Alors que le chef actuel est en train de préparer l'armée rwandaise contre les Congolais!

Mon grand étonnement c'est surtout de voir l'opposition, qui est censée réguler ou alors contrôler la bonne marche de la politique du pays et protester contre la mauvaise gouvernance dans le but de protéger les droits du peuple, se lancer malheureusement de manière agitée dans les préparatifs de ces fameuses élections. Incroyable!

Chers compatriotes, permettez que je puisse vous ramener à cette réflexion responsable : regardez autour de vous, vous êtes une grande nation, un grand pays. Mais l'homme à la tête

du pays vient de vous dépouiller de toutes les grandes entreprises dans le pays. La GECAMINES n'existe plus! Les grandes entreprises de transport comme la SNCC en faillite! Et, au moment où la communauté internationale lui rappelle la fin de son mandat, il demande à vous le peuple congolais de mettre maintenant en pratique le découpage des provinces! Notez la date à laquelle nous nous retrouvons aujourd'hui. Le monsieur devrait déposer son mandat dans une année, et lui vous demande de découper les provinces!

Toutes les tentatives qu'il fait c'est de pouvoir se maintenir encore longtemps au pouvoir. Et c'est à cet homme qu'on va demander d'établir le calendrier électoral! Rappelez-vous qu'après l'assassinat de Mzee Laurent-Désiré KABILA, il a été transporté à la tête du pays pendant deux ans. Il fera ensuite trois ans dans le 1+4. Puis s'en suivra l'avènement de ce qu'on a appelé "élections crédibles et transparentes", l'élection présidentielle de 2006 dont moi même j'ai été porté candidat. Donc, voyez, le parcours de toutes ces années n'a-t-il pas permis au chef, de l'Etat, de pouvoir travailler dans ce sens-là ? Faire le recensement, travailler à accomplir ce qu'il avait promis! De pouvoir découper le pays de 11 provinces à 26, cela n'a pas été fait. Les élections de 2006 devaient être précédées du recensement, mais cela non plus n'a pas été fait.

La tricherie qui a été entretenue par la CENI en 2006 avec Monsieur Malu Malu, c'est la même tricherie qui va se répéter en 2011. Et, nous sommes terrifiés par le retour du même Malu Malu qui vient aujourd'hui aider les Congolais ?

Le chef, de l'Etat, se sentant acculé pour le départ, veut détruire le Congo avec le découpage pour vous affaiblir et trouver le moyen de donner au Rwanda la partie est du pays. Par conséquent, il n'est pas acceptable de vous laisser dépouiller de toute votre identité, perdre vos terres (le Pays) que vous ont léguées vos ancêtres. En perdant les terres, on ne pourra plus vous localiser comme peuple. Raison

pour laquelle, n'acceptez pas de faire ces fausses élections. Si la communauté internationale est prête à pouvoir nous aider, le préalable c'est de nous enlever l'étranger à la tête de ce pays et tous les Rwandais qu'il vient d'installer dans tout le pays.

Accepter les élections aujourd'hui, sans faire partir celui qui nous massacre quotidiennement, nous mènera tout droit dans le gouffre (à la catastrophe). Le départ immédiat de celui qui est à la tête du pays comme l'avait réclamé votre Serviteur (celui qui vous parle) et comme l'avaient réclamé ceux qui s'étaient soulevés le 19, 20 et 21 janvier 2015, concorderait bien avec les élections 2016. Mais aujourd'hui ce ne sera pas possible d'aller aux élections pendant que le peuple continue à être massacré, à être traqué.

Les disciples du Seigneur, les partisans de MUKUNGUBILA sont injustement en prison. Différents compatriotes qui se sont levés pour s'opposer à la mauvaise gouvernance (ils sont nombreux) sont en prison. Différents journalistes, au moment où nous parlons, ont perdu la vie. Et il y en a d'autres qui à l'heure où je vous parle, seraient encore retenus en prison. Et n'oubliez pas qu'avant le 19, 20, et 21 janvier, certains professeurs de l'université avaient été arrêtés. Et c'est à ce régime que l'on demande d'organiser les élections!

Que Dieu ait pitié de nous.

Joseph MUKUNGUBILA MUTOMBO, Prophète de l'Eternel

RDC : EVENEMENTS DU 30 DECEMBRE 2013 – LES PARTISANS DE MUKUNGUBILA A LA BARRE



Disciples de Mukungubila ,
civils non armés, arrêtés
le 30 décembre 2013...
Jusqu'à ce jour, leurs
familles ont eu peu de
nouvelles

Environ 80 personnes sont attendus les 20 et 21 janvier aux tribunaux militaires de garnison de Lubumbashi et Kolwezi. Il s'agit des disciples et partisans du prophète Joseph Mukungubila, arrêtés lors des événements sanglants du 30 décembre 2013 et les jours suivants dans plusieurs villes: Lubumbashi, Kolwezi, Kisangani, Kindu, et Kinshasa. Cependant, seuls les détenus de Kolwezi et Lubumbashi sont appelés à la barre cette semaine.

Pour rappel, la diplomatie française, à travers un communiqué, avait déploré « le bilan humain très lourd résultant de ces violences » et souhaité que « toute la lumière soit faite sur ces attaques », disant que « les auteurs d'exaction devront rendre compte devant la justice. »

Depuis, une enquête a été menée sur ces événements du 30 décembre 2013 par des associations des droits de l'homme dont

la Fédération Internationale des droits de l'homme, et un rapport détaillé publié. Un rapport qui relève de « graves violations des droits humains perpétrées par les forces de défense et de sécurité congolaises à l'encontre des partisans du pasteur Joseph Mukungubila Mutombo dans les villes de Kinshasa, Lubumbashi, Kolwezi, Kindu et Kisangani »; faisant état notamment de « massacre », de « disparitions forcées », de cas de « tortures », « d'exécutions sommaires et extrajudiciaires », de « traque », « d'arrestations illégales, arbitraires », etc.

Mais jusqu'à ce jour, les auteurs de ces crimes exercent toujours leur fonction en toute impunité et ce sont les victimes d'exactions qui sont détenues et appelées en jugement. Dans ce contexte, on peut craindre que ces audiences donnent lieu à une parodie de justice.

Le prophète Joseph Mukungubila, ayant échappé à la mort, et s'étant réfugié en Afrique du sud où il a formulé une demande d'asile, fait lui-même aussi l'objet de poursuites judiciaires de la part des autorités congolaises; celles-ci ayant formulé une demande d'extradition auprès des autorités sud-africaines. Le procès est toujours en cours. Malgré plusieurs audiences tenues depuis le 15 mai dernier, les autorités sud-africaines attendent toujours des preuves vis à vis des accusations formulées par les autorités congolaises; ce que ces dernières se sont avérées incapables de fournir jusqu'à présent. La prochaine audience est prévue pour le 12 Février prochain.

Dans son rapport, « la Ligue des Électeurs et la Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme **recommandent aux autorités congolaises, de procéder à :**

– **La libération de tous les détenus** et la cessation de tous les actes discriminatoires et/ ou attentatoires à la dignité humaine fondés sur l'appartenance établie ou supposée au Ministère de la restauration à partir de l'Afrique noire ainsi que des perquisitions domiciliaires et arrestations

arbitraires et illégales à l'encontre des adeptes de Paul-Joseph Mukungubila Mutombo;

– La publication de la liste de tous les détenus et des lieux de leur détention pour permettre aux familles de leur rendre visite ;

– L'ouverture d'une enquête indépendante afin de faire la lumière sur les crimes et graves violations des droits humains perpétrés le 30 décembre 2013 et les jours suivants dans le cadre de cette affaire et l'engagement de poursuites contre leurs auteurs présumés ;

– L'exhumation des corps ensevelis dans les fosses communes notamment à Lubumbashi, leur identification, et leur remise aux familles pour des obsèques dignes. »

Il faudra certainement compter sur la mobilisation des organisations des droits de l'homme, l'intervention de la communauté internationale et surtout une intervention providentielle pour que les victimes obtiennent justice.

Pour Joseph Mukungubila, à travers le vote de la loi électorale, « Joseph Kabila » vient de faire un coup d'état.



Lettre ouverte de Joseph Mukungubila adressée à la communauté internationale

Après mes deux lettres ouvertes écrites en décembre 2013 et mon discours prononcé via média à Bruxelles à l'occasion de la commémoration des massacres de plusieurs centaines de mes disciples et partisans le 30 décembre 2013 au Congo-Kinshasa, c'est avec choc et consternation que je m'adresse à vous pour vous interpeller, une fois de plus, sur ce jour noir que vient de connaître encore le peuple congolais, mon peuple. En effet, monsieur Hyppolite Kanambe que vous nommez Joseph Kabila vient de commettre, par défi au peuple congolais et à la face du monde, un coup d'état en faisant passer de force la loi électorale sur le recensement qui n'est en réalité qu'un énième subterfuge de sa part pour se maintenir au pouvoir après 2016. Par cet acte, il vient de voler au peuple congolais sa souveraineté, son droit le plus fondamental qui est celui de se choisir librement ses dirigeants et déterminer ainsi son destin.

A vous, dirigeants de France, des Etats-Unis d'Amérique, de

Belgique, du Royaume-Uni, d'Allemagne, de Russie, de la Ligue arabe, de Chine, d'Inde, du Brésil, de l'Afrique du Sud, du Vatican, et j'en passe...A l'organisation des nations-unies, à l'Union africaine, à l'Union Européenne et à tous les organismes constituant la communauté internationale ; la gravité de l'événement me pousse à fustiger votre indifférence face à ce coup porté par « Joseph Kabila » à la démocratie à laquelle vous êtes si attachés. Autrement, doit-on comprendre que vous laissez "Joseph Kabila" mettre fin au système démocratique car celui-ci n'est pas meilleur ? Allez-vous donc, par votre silence, laisser le sang des Congolais continuer à couler ??? Ne voulez-vous donc pas arrêter la course de « Joseph Kabila » qui a installé un régime de terreur dans le pays et gonflé par ses soutiens extérieurs il nargue le peuple congolais dans ce qu'il a de plus cher : sa liberté d'expression, sa liberté tout court. En effet, alors que la société civile et l'opposition prévoyaient de manifester pacifiquement devant le parlement le lundi 19 janvier 2015 pour s'opposer à cette loi nocive pour la démocratie, comment comprendre que « Joseph Kabila », machiavélique, usant de ruse, fasse voter en force la dite loi, deux jours avant la date prévue, un jour férié de surcroît sur toute l'étendue de la République Démocratique du Congo ; et ceci, après avoir fait entourer le parlement des chars blindés pour terroriser la population, la réduire au silence et obliger les parlementaires à y voter en faveur, après avoir également corrompu nombre d'entre eux ! Certaines chaînes de télévision et radio ont été coupées avant le vote de la dite loi. Dans quel pays a-t-on déjà vu une telle chose ? La démocratie est-elle debout ? Comment pouvez-vous laisser faire un tel acte qui tue l'essence même des valeurs universelles de démocratie que vous défendez ?

Le peuple congolais est aujourd'hui impuissant, il n'a pas d'armes pour se défendre, encore moins défendre ses droits. La seule arme, l'ultime force qu'on vient de lui ôter ce sont les élections. Il ne vous a pas échappé que depuis plusieurs mois

« Joseph Kabila » a, avec l'argent du contribuable congolais, fait une acquisition massive et importante d'un arsenal posté bizarrement dans les provinces du Congo qui ne sont pas en guerre (Kinshasa, Lubumbashi...) au détriment des Kivu qui en ont grandement besoin parce qu'envahis très régulièrement par diverses forces étrangères. Tout ceci est fait dans le but d'instaurer un régime de terreur et dissuader la population contre toute revendication. Les Congolais dans leur plus large majorité ne veulent pas d'un troisième mandat de celui qui est actuellement à la tête de leur pays par imposture. Ce dernier, dans le but de s'imposer tout de même par la force, est en train de déployer des soldats rwandais partout en RDC. Se rappelle-t-il d'avoir été « voté » par ses frères rwandais ou par les Congolais ?

A vous, communauté internationale, vous n'ignorez pas que « Joseph Kabila » que vous considérez comme président congolais a frauduleusement remporté l'élection de 2011, il n'est donc pas légitime devant le peuple congolais. Pire, c'est en tant que « président congolais » qu'il a installé des militaires rwandais au sein de l'armée congolaise pour tuer des Congolais dès que ceux-ci expriment démocratiquement leurs opinions. Vous les avez vus à l'œuvre de manière flagrante le 30 décembre 2013 lorsqu'ils ont massacré plus de 300 civils non armés. A la récente commémoration de ces innocentes victimes qui s'est tenue à Bruxelles je vous ai une nouvelle fois interpellée, vous communauté internationale, pour que vous interveniez dans le cas plus que critique du Congo. Il n'est pas compréhensible que vous laissiez « Joseph Kabila » vous défier au vu et au su de vos chancelleries respectives. Le cas du refoulement de Scott Campbell est très éloquent !...Dans mes interventions précédentes, je me suis adressé à vous pour évoquer son imposture et sa gestion calamiteuse de la RDC. L'exploitation « juteuse » des matières premières congolaises qui profite à toutes les multinationales des pays étrangers justifie-t-elle les 8 millions (et plus) de morts congolais ? Ne voulez-vous pas stopper l'élan meurtrier de cet homme,

allez-vous nous laisser entre ses mains ? A qui doit-on demander de l'aide face à votre inertie ? Je vous prie d'intervenir, à moins que vous n'attendiez que le dernier d'entre nous meurt pour que vous agissiez ?!

Les réactions de soutien suite aux attaques terroristes perpétrées contre le journal Charlie Hebdo et dans d'autres endroits de la république française ont démontré l'obligation morale de la communauté internationale à condamner unanimement toute tentative de mettre en péril la démocratie garante des droits fondamentaux des peuples que sont entre autres le droit à la vie, la liberté de pensée, d'expression, de religion. La liberté d'expression qui instaure le débat dans la société et lui permet de s'autocritiquer et de confronter les opinions différentes dans un but constructif, assure la pérennité de la démocratie.

En ce jour du 17 janvier 2015, Hyppolite Kanambe alias Joseph Kabila vient de saluer la mémoire de notre héros national, le compatriote Patrice-Emery Lumumba dont le combat sans concession pour la liberté continue à inspirer notre lutte. L'imposteur vient encore une fois de démontrer, si besoin en était, qu'il n'a que haine et mépris de notre histoire, l'histoire du Congo. Celle-là même qui construit notre identité.

Je voudrais, avant de finir mon adresse solennelle à la communauté internationale, recommander à tous les états de s'inspirer de cette réflexion d'André Malraux qui disait ceci à propos de son pays : « la France ne peut être elle-même que lorsqu'elle participe à la noblesse du monde, conspire à sa grandeur et lutte pour la liberté et la dignité de chacun... ». Pour ma part, en ma qualité de prophète de l'Eternel, Schilo, je reste convaincu que la sauvegarde de la paix sur la planète implique le respect des droits fondamentaux et de la dignité de tous les peuples.

Face à ce hold-up démocratique qui vient de s'opérer dans notre pays, j'en appelle à la vaillance et à la mobilisation du peuple congolais, mon peuple, pour mener la résistance jusqu'au bout. Notre victoire est certaine.

Pour le Prophète Joseph Mukungubila

Le Bureau